N° d'ordre

Expédition

Délivrée à
Pour la partie

le
€
JGR

Numéro du répertoire **2021 /**
R.G. Trib. Trav. **20/593/A**
Date du prononcé **9 août 2021**
Numéro du rôle **2021/AN/88**
En cause de : **VILLE DE NAMUR** **C/** **F**

Cour du travail de Liège

Division Namur

Chambre 6 B siégeant en vacation

Arrêt

Contradictoire
Avant dire droit

* Droit judiciaire – exclusion de la faculté de cantonner – absence de condamnation au paiement de sommes – demande sans objet

EN CAUSE :

LA VILLE DE NAMUR, représentée par son Collège de Bourgmestre et Echevins, dont les bureaux sont situés à 5000 NAMUR, Esplanade de l'Hôtel de Ville, inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0816.345.466,
partie appelante au principal, intimée sur incident, ci-après dénommée « la ville »,
ayant comparu par son conseil Maître Steve GILSON, avocat à 5000 NAMUR, place d'Hastedon 4 bte 1,

CONTRE :

Monsieur F, RRN,
partie intimée au principal, appelante sur incident, ci-après dénommée « Monsieur F. »,
ayant comparu par son conseil Maître Emmanuel DE WAGTER, avocat à 1190 FOREST, avenue Brugmann 81.

•
• •

INDICATIONS DE PROCÉDURE

Vu en forme régulière les pièces du dossier de la procédure à la clôture des débats le 12 juillet 2021, et notamment :

- le jugement attaqué, rendu contradictoirement entre parties le 3 mars 2021 par le tribunal du travail de Liège, division Namur, 8e Chambre (R.G. 20/593/A) ;
- la requête formant appel de ce jugement, reçue au greffe de la Cour du travail de Liège, division Namur, le 21 mai 2021 et notifiée à la partie intimée par pli judiciaire le 25 mai 2021 invitant les parties à comparaître à l'audience publique du 15 juin 2021 ;
- l'ordonnance rendue le 22 juin 2021 sur base de l'article 747 du Code judiciaire fixant les plaidoiries à l'audience publique du 10 février 2022 (plaidoiries sur le fond) ;

- l'avis de remise du 17 juin 2021 fixant les plaidoiries (uniquement en ce qui concerne la question de l'exclusion du cantonnement) à l'audience du 12 juillet 2021 ;
- les conclusions de Monsieur F., remises au greffe de la cour le 22 juin 2021 ;
- les conclusions d'appel (portant uniquement sur la demande d'exclusion du cantonnement formulée par Monsieur F.) et conclusions additionnelles et de synthèse d'appel (*idem supra*) de la ville, remises au greffe de la cour respectivement les 29 juin 2021 et 9 juillet 2021 ;
- les dossiers de pièces des parties, déposés à l'audience du 12 juillet 2021.

Les parties ont été entendues à l'audience du 12 juillet 2021 et la cause a été prise en délibéré immédiatement pour qu'un arrêt soit prononcé le 9 août 2021.

I. LES FAITS

1
Monsieur F. est premier inspecteur de police et travaille pour la zone de police de la ville depuis le 1er octobre 1996.

Depuis le 14 mars 2018, il est préposé à l'accueil du public et à la prise de plaintes.

2
Monsieur F. soutient qu'il aurait été victime d'un accident du travail le 13 décembre 2019.

3
Il a rédigé une déclaration d'accident le 16 décembre 2019 et a décrit les circonstances de l'accident en ces termes :

> *« Le fait qui m'occupe et déclencheur de mon état psychologique anéanti et amoindri d'un seul coup, délabrant mon état de santé moral, s'est produit le 13/12/2019 à 13.30 heures dans les locaux de la police (…). Le commissaire L. en charge des dossiers disciplinaires est venu me porter une note de saisine émanant du chef de corps me signifiant que ce dernier avait décidé de me donner une sanction disciplinaire lourde et lançait cette procédure en vue de cette sanction auprès de l'autorité supérieure (le Bourgmestre).*
> *(…) Ce jour-là, je n'ai pu supporter cette injustice et mon état émotionnel s'est soudain aggravé entrainant une colère et une révolte indescriptible en moi. Provoquant une tension anormal alors que je suis suivi pour de l'hypertension artérielle et sous une médication normalement stabilisée depuis 2018. J'ai eu un malaise et j'ai été dans l'obligation d'écourter ma journée. Je me suis présenté le jour*

même chez mon médecin traitant (…). Depuis le 13/12/2019, depuis la réception de ce document, mes soucis de santé ont empirés. Je développe le psoriasis, je fais des malaises, je me sens régulièrement oppressé et ma tension varie régulièrement. » (pièce 1 du dossier de Monsieur)

4

Le même jour (16 décembre 2019), le chef de corps de la zone a informé Monsieur F. de sa décision de lui retirer temporairement son arme de service, au motif que lors de la discussion du 13 décembre 2019 avec le commissaire en charge des dossiers disciplinaires, *« il n'[était] plus à même d'entendre les explications de [son] interlocuteur et [il se trouvait] dans un état émotionnel qui ne permettait pas d'exclure toute agressivité envers l'Autorité »* (pièce 2 du dossier de Monsieur).

5

Dans le cadre de cette procédure disciplinaire initiée le 13 décembre 2019, le Bourgmestre de la ville a infligé à Monsieur F. la sanction disciplinaire légère du blâme (décision du 28 février 2020, la pièce n'est cependant pas déposée).

Monsieur F. a contesté cette décision devant le Conseil d'Etat, la procédure étant toujours pendante.

6

Par courrier du 28 février 2020 (pièce 8 du dossier de la ville), la zone de police a refusé de reconnaître l'existence d'un accident du travail.

7

Par courrier du 9 mars 2020 (pièce 10 du dossier de la ville), la zone de police a par ailleurs informé Monsieur F. du dépassement du solde de son contingent de jours de congé de maladie, qui se trouvait en négatif de 83 jours et du fait qu'il se trouvait en disponibilité de plein droit.

Monsieur F. a été placé en disponibilité avec effet au 18 décembre 2019 (date mentionnée dans la décision de la commission d'aptitude du personnel des services de police du 8 juin 2021, pièce 13 du dossier des parties).

Suite à cette mise en disponibilité avec effet rétroactif, Monsieur F. a perçu 60% de son traitement (soit la somme de 1 705 EUR, montant repris aux conclusions des parties) et s'est vu notifier une demande de remboursement de la somme de 2 251,87 EUR à titre de remboursement d'indu.

8

Monsieur F. a introduit la présente procédure par requête du 10 août 2020.

9
Par une décision non produite, Monsieur F. a été jugé temporairement inapte au service pour une durée de 6 mois prenant cours le 1er février 2021.

Par une décision du 8 juin 2021, Monsieur F. a été jugé temporairement inapte au service pour une durée de 12 mois prenant cours le 1er juillet 2021 (pièce 13 du dossier de la ville).

Depuis le 1er février 2021, Monsieur F. perçoit à charge du service des pensions une pension pour inaptitude physique d'un montant de 1 583,16 EUR.

II. LE JUGEMENT DONT APPEL ET LES RETROACTES DE LA PROCEDURE DEVANT LE TRIBUNAL

10
Par jugement du 3 mars 2021, le tribunal du travail de Liège (division Namur) a dit pour droit ce qui suit :

> *« Reçoit la demande ;*
> *La déclare d'ores et déjà fondée comme suit :*
> - *Dit pour droit que Monsieur F. a été victime d'un accident de travail en date du 13/12/2019 ;*
>
> *Pour le surplus, avant dire droit au fond, tous droits saufs et réservés des parties, désigne en qualité d'expert : le docteur Dufrasne (...).*
> *L'expert a pour mission :*
> *(…) 5° de fixer les taux et durées des incapacités temporaires qui (…) résultent [de l'accident] compte tenu du métier exercé au moment de l'accident.*
> *6° de déterminer la date de consolidation des lésions ainsi que le taux de l'incapacité permanente éventuelle compte tenu de la capacité économique de la victime sur le marché général du travail (…). »*

11
Par ordonnance du 11 mai 2021, le tribunal a remplacé, à sa demande, l'expert Dufrasne et a désigné le Docteur Schouteden en qualité d'expert judiciaire.

A ce jour, les travaux d'expertise n'ont pas encore débuté mais il a été acté au procès-verbal de l'audience du 12 juillet 2021 que la ville n'est pas opposée à poursuivre la mesure d'expertise ordonnée par les premiers juges et que le provisionnement interviendra prochainement.

III. LES APPELS

12
Par requête du 21 mai 2021, la ville a interjeté appel de ce jugement du 3 mars 2021, en ce qu'il a reconnu l'existence d'un évènement soudain et une lésion en relation causale avec cet évènement soudain.

13
Par conclusions du 22 juin 2021, Monsieur F. a formé appel incident à l'encontre de ce jugement, en ce qu'il n'a pas exclu la possibilité de cantonnement.

IV. LA RECEVABILITÉ DES APPELS

14
Il ne résulte d'aucun élément du dossier que le jugement attaqué aurait été signifié, ce qui aurait fait courir le délai d'appel prévu par l'article 1051 du Code judiciaire.

Les autres conditions de recevabilité de l'appel, spécialement celles énoncées à l'article 1057 du même code, sont également remplies.

15
L'appel principal est donc recevable.

16
Il en va de même de l'appel incident formé par Monsieur F. dès ses premières conclusions du 22 juin 2021, conformément au prescrit de l'article 1054 du Code judiciaire.

V. LE FONDEMENT DE L'APPEL INCIDENT

5.1 Cadre actuel du litige et position des parties

17
Il a été acté au procès-verbal de l'audience du 17 juin 2021 que l'affaire était remise à l'audience du 12 juillet 2021 pour *« évoquer un volet du dossier »*, à savoir la question de l'exclusion de la faculté de cantonnement.

La cour n'examinera donc que cette question.

Pour le surplus, il sera réservé à statuer et l'affaire fera l'objet d'un renvoi au rôle à la demande conjointe des parties.

L'affaire est par ailleurs déjà fixée au fond, sur pied de l'article 747 du Code judiciaire, à l'audience du 10 février 2022.

18
Monsieur F. demande à la cour d'exclure la faculté de cantonnement dans le chef de la ville.

Il demande à la cour de dire pour droit que *« [sa] rémunération (…) doit être maintenue à 100% de son dernier traitement d'activité et ce, à tout le moins jusqu'à l'obtention d'une décision définitive concernant la réparation des conséquences dommageables de l'accident dont il a été victime le 13 décembre 2019 »*.

19
La ville demande à titre principal à la cour de se déclarer incompétente pour traiter de la demande de maintien du traitement de Monsieur F. à 100%.

A titre subsidiaire dans l'hypothèse où la cour se déclarerait compétente, la ville demande à la cour de maintenir la faculté de cantonnement.

5.2 Principes

5.2.1 Mise en disponibilité des membres du personnel des services de police

20
L'arrêté royal du 30 mars 2001 portant position juridique du personnel des services de police régit notamment la rémunération des membres du personnel en cas d'incapacité de travail.

L'article VIII.X.1 dispose ainsi que :

> *« Pour l'ensemble de sa carrière, et à l'exception du membre du personnel contractuel, le membre du personnel qui, par suite de maladie, est empêché d'exercer normalement ses fonctions, obtient des congés de maladie à concurrence de trente jours par douze mois d'ancienneté de service. S'il n'est pas en service depuis 36 mois, son traitement lui est néanmoins garanti pendant 90 jours. »*

L'article VIII.X.6 prévoit cependant que :

> *« Par dérogation à l'article VIII.X.1, le congé de maladie est accordé sans limite de temps, lorsqu'il est provoqué par :*
> *1° un accident du travail (…). »*

21
En application de ces dispositions, le membre du personnel qui est en incapacité temporaire de travail alors qu'il a épuisé son contingent de jours de congé de maladie est placé en disponibilité et ne perçoit plus que 60% de son traitement.

Lorsque l'incapacité temporaire de travail est due à un accident du travail, le membre du personnel a droit à son traitement normal, même s'il a épuisé son contingent de jours de congé de maladie. De même, aucune déduction sur le contingent de jours de congé de maladie n'est effectuée.

5.2.2 Exécution provisoire et cantonnement

22
L'article 1397 du Code judiciaire dispose que :

> *« Sauf les exceptions prévues par la loi ou sauf si le juge, d'office ou à la demande d'une des parties, en décide autrement moyennant une décision spécialement motivée, sans préjudice de l'article 1414, les jugements définitifs sont exécutoires par provision nonobstant appel et sans garantie si le juge n'a pas ordonné qu'il en soit constitué une.*
> *Sauf les exceptions prévues par la loi ou sauf si le juge, d'office ou à la demande d'une des parties, en décide autrement moyennant une décision spécialement motivée et sans préjudice de l'article 1414, l'opposition ou l'appel formé par la partie défaillante contre les jugements définitifs prononcés par défaut en suspendent l'exécution.*
> *L'exécution par provision est de droit pour les jugements avant dire droit, ce qui englobe tous les types de mesures provisoires. »*

Le principe est donc celui de l'exécution provisoire des jugements, nonobstant l'appel.

23
La lecture combinée des articles 1403 et 1404 du Code judiciaire constitue le fondement d'un des palliatifs à l'exécution provisoire, à savoir le droit de cantonnement du débiteur. En effet, celui-ci peut échapper à l'exécution forcée du jugement exécutoire par provision en déposant, soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit aux mains d'un séquestre agréé ou commis, un montant suffisant pour répondre de la créance en principal, intérêts et frais.

Le droit au cantonnement n'est cependant pas un droit absolu et il existe des exclusions légales (voy. par exemple l'article 1404 du Code judiciaire qui exclut la faculté de cantonnement s'il s'agit d'une créance alimentaire) et judiciaires. C'est ainsi que l'article 1406 du Code judiciaire permet au *« juge qui statue sur le fonds de la demande »* de *« décider qu'il n'y a pas lieu à*

cantonnement pour tout ou partie des condamnations qu'il prononce, si le retard apporté au règlement expose le créancier à un préjudice grave ».

24
Il est admis que le juge d'appel peut connaître tant des litiges relatifs à l'interdiction de cantonner lorsque le premier juge ne l'a pas prévue que de ceux concernant la suppression de l'interdiction lorsqu'elle a été décidée en instance[1].

5.3 Application en l'espèce

25
Il n'est pas contesté que le jugement *a quo* est exécutoire par provision malgré l'appel de la ville. Il n'est pas non plus contesté qu'en l'absence de toute exclusion prévue expressément par le jugement, la ville dispose d'un droit au cantonnement.

La saisine de la cour est actuellement limitée à l'appel incident de Monsieur F., visant à exclure toute faculté de cantonnement dans le chef de la ville.

Comme exposé ci-avant, la cour peut connaître de cette demande, ce sur quoi les parties s'accordent également.

26
Cette demande d'exclusion de la faculté de cantonner, formulée par Monsieur F., n'aurait cependant de sens et donc d'objet que dans l'hypothèse où le jugement *a quo* aurait condamné la ville au paiement de sommes au bénéfice de Monsieur F.

27
Or, il n'en est rien.

A ce stade, les premiers juges ont exclusivement reconnu l'existence d'un accident du travail mais n'ont absolument pas pris position quant aux conséquences de cet accident et, singulièrement s'agissant de la demande actuelle de Monsieur F., quant à la période d'incapacité temporaire de travail et quant au taux d'incapacité permanente qui en ont éventuellement résulté.

Au contraire, le tribunal relève que :

> *« [les documents produits par Monsieur F.] ne [lui] permettent pas d'être éclairé sur :*

[1] Cass., 3 janvier 1992, Pas. 1992, I, p. 379 ; Cass., 19 septembre 2002, J.L.M.B., 2003, p. 1598 (sommaire) et juportal.be ; F. GEORGES, « Cantonnement et consignations », *J.T.*, 2004, p. 130. Les réformes Pot-pourri n'ont pas modifié ces principes.

- *les périodes d'incapacité temporaire, à défaut pour les certificats produits de faire état de la date de consolidation des lésions ;*
- *la date de consolidation ;*
- *le taux précis d'IPP qui devrait être reconnu, le tribunal ne pouvant évidemment se satisfaire d'une évaluation « à la grosse louche » de 10 à 15%. »* (page 10 du jugement).

C'est précisément la raison pour laquelle le tribunal a ordonné une mesure d'expertise pour obtenir l'avis technique d'un expert judiciaire.

28
Par conséquent, contrairement à ce que Monsieur F. soutient et même si le tribunal a reconnu l'accident du travail, le caractère exécutoire par provision du jugement ne lui confère pas un droit à voir son incapacité travail reconnue depuis le 13 décembre 2019 comme étant en lien avec l'accident du travail et engendrant dans son chef un droit de percevoir son traitement à 100%, sans mise en disponibilité et sans mise à la pension provisoire.

La cour ne peut donc pas lui reconnaître, en vertu de ce jugement, un droit au maintien de sa rémunération *« à 100% de son dernier traitement d'activité et ce, à tout le moins jusqu'à l'obtention d'une décision définitive concernant la réparation des conséquences dommageables de l'accident ».*

29
La demande d'exclusion de la faculté de cantonnement est donc sans objet, en l'absence de toute condamnation au paiement d'une somme d'argent, sans qu'il soit nécessaire d'examiner les arguments invoqués par Monsieur F. relatifs au fondement (éventuelle existence d'un préjudice grave dans le son chef) de cette demande sans objet.

Par conséquent, l'appel incident est sans objet.

30
Il convient de réserver à statuer pour le surplus, y compris quant aux dépens, et de renvoyer la cause au rôle.

PAR CES MOTIFS,

LA COUR,

Après en avoir délibéré,

Statuant publiquement et contradictoirement,

Vu les dispositions de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire et notamment son article 24 dont le respect a été assuré,

Déclare les appels recevables,

Déclare la demande d'exclusion de la faculté de cantonnement sans objet,

Par conséquent, déclare l'appel incident sans objet,

Réserve à statuer pour le surplus et renvoie la cause au rôle.

Ainsi arrêté et signé avant la prononciation par :

Ariane FRY, Conseiller faisant fonction de Président,
Jean-Luc DETHY, Conseiller social au titre d'employeur,
Jean-Pierre GOWIE, Conseiller social au titre d'ouvrier,
Assistés de Nadia PIENS, Greffier,

Le Greffier Les Conseillers sociaux Le Président

et prononcé en langue française à l'audience publique de la Chambre 6 B de la Cour du travail de Liège, division Namur, siégeant en vacation, place du Palais de Justice 5 à 5000 NAMUR, le **NEUF AOUT DEUX MILLE VINGT ET UN**, par
Monsieur Hugo MORMONT, président, désigné à cette fin pour remplacer Madame Ariane FRY, conseiller faisant fonction de président, légitimement empêchée, conformément à l'ordonnance présidentielle du 1er juin 2021 organisant les services et les audiences durant les vacations, assisté de Monsieur Frédéric ALEXIS, greffier, qui signent ci-dessous :

Hugo MORMONT, Président,
Frédéric ALEXIS, Greffier,

Le Greffier Le Président